

Comptes rendus

Jean FOURASTIE, *Les 40.000 heures*, Paris, Laffont-Gonthier (1965).

Il est peu de livres aussi stimulants que ceux de M. Jean Fourastié. *La civilisation de 1975* doit à ce caractère de l'auteur d'être un classique de l'analyse socio-économique moderne. Il a paru en espagnol, en arabe, en hébreu et en japonais ; c'est un destin assez rare pour un livre français. *Le grand espoir du XX^e siècle, la Productivité*, et les autres ouvrages de Fourastié connaissent un sort identique. A quoi tient donc ce succès ? Pour ma part, je l'attribuerais à la façon concrète, toujours originale, cantonnée à l'essentiel, qui caractérise ses travaux. Il le dit lui-même : le rôle de la science économique est d'extraire « du fatras des annuaires statistiques les seules valeurs dont l'ordre de grandeur est certain ». Il y parvient toujours, merveilleusement. Et son dernier ouvrage atteste que la méthode est bonne. De quoi s'agit-il ? Dans vingt ans, ou moins peut-être, l'homme moyen vivra quelque 700.000 heures. De cette masse considérable, 40.000 à peine seront consacrées au travail. Le reste sera partagé entre le sommeil (mais les progrès de la science nous permettront sans doute de dormir moins en étant mieux portant), aux loisirs, à la famille, à la vie sociale. C'est là une mutation consciente et voulue (à l'inverse des mutations biologiques qui sont aléatoires) de notre espèce dont les conséquences dépassent en capacités de bouleversement toutes les révolutions accomplies jusqu'à ce jour. Voilà un fait dont il faut faire prendre conscience aux hommes de cette fin de siècle si on veut que leurs enfants pénètrent en l'An Deux Mil (désormais si proche, nous y sommes déjà) dans une cité humaine et non dans une termitière, fût-elle celle du plein emploi et de la sécurité sociale la plus parfaite. Car, de toute évidence, une métamorphose aussi foudroyante pose à l'homme autant de problèmes, sinon plus, qu'elle en résout. Le drame n'est pas qu'ils se posent — et avec quelle acuité ! — le drame serait de les ignorer ou de croire que le programme d'un parti pourra aisément les résoudre. Le seul énoncé des problèmes qui se posent à « la condition humaine en transition » (p. 169) suffirait à démontrer qu'aucun parti ne rencontre ces questions pourtant essentielles. C'est d'ailleurs pourquoi je m'étonne quelque peu que M. Fourastié s'engage, aux risques de graves confusions, à traiter des « vrais problèmes du socialisme » (p. 27), en partant de l'idée

que « le socialisme s'instaure dans la partie la plus évoluée du monde », c'est-à-dire en Occident (p. 28).

Qu'entend tout d'abord M. Fourastié par le mot « socialisme » (qu'il qualifie lui-même de « très vague ») ?

Page 27, il le définit en ces termes « région économique dans lequel la masse du peuple accède à un haut niveau de vie » (1) — définition qui risque de faire des Etats-Unis une puissance socialiste — et où les privilèges de propriété « s'estompent ». Mais ces privilèges sont-ils aussi décisifs que le croyaient les socialistes du siècle dernier ? Fourastié lui-même écrit (p. 37) : « nous avons appris qu'une société peut avoir, et a en réalité, de nombreuses autres imperfections que celle du privilège de propriété, et qu'ainsi il ne suffit pas de le supprimer pour avoir une société parfaite ; nous ne sommes même pas sûr qu'il faille effectivement le faire » — ce que confirme l'évolution économique de l'URSS.

Et d'ajouter : « il est vraisemblable qu'une société dans laquelle (le privilège de propriété) subsiste, avec des modalités restrictives, adaptées à chaque objet, fonctionne mieux qu'une société dans laquelle il a cessé d'exister », ce qui, on en conviendra ne laisse guère de place aux idéaux de nationalisation ou de collectivisation, chers au XIX^e siècle.

Autre définition (p. 34) : « Le socialisme a pour objectif une société sans classe, sans privilèges, dans laquelle l'homme le plus pauvre et le plus défavorisé diffère le moins possible de l'homme moyen ». Pas un mot des *moyens* mis en œuvre et qui seuls pourtant distinguent le socialisme d'un quelconque humanisme social. Pas un mot non plus des *revendications* socialistes sinon pour constater (p. 35) : « non seulement les institutions sont inadaptées, mais la revendication... qui s'efforce de les faire changer est elle-même en retard sur le réel ».

Parlant des socialistes du siècle dernier, Fourastié souligne d'autre part (p. 37) qu'ils pensaient qu'« en débarrassant la société de sa tare, l'exploitation de l'homme par l'homme », on débarrasserait l'homme du

(1) Page 36, il écrit : « le socialisme, c'est essentiellement (je souligne) l'élévation du niveau de vie ». Par n'importe quels moyens ? Dans n'importe quel esprit ? Pour accéder à n'importe quel genre de vie ?

mal. Nous savons désormais qu'il existe bien d'autres formes d'exploitation de l'homme que celle dont la propriété serait le moyen, et autrement redoutable au regard de ce qu'est la propriété aujourd'hui.

Et quels moyens « indispensables à sa survie », Fourastié propose-t-il à une humanité en voie de transition ? « La patience, la tolérance, la reconnaissance du réel... ». Nous sommes loin, on en conviendra, du volontarisme révolutionnaire.

(Je chine beaucoup M. Jean Fourastié alors que sur un total de plus de 240 pages, celles qu'il consacre aux problèmes du socialisme n'interviennent guère, et fort tangentiellement, que pour une cinquantaine. Mais c'est que, dans l'ensemble, je me sens en parfait accord avec ce que dit ce cerveau alerte et bien documenté, et que je n'ai accroché que sur ce point, à mes yeux capital, alors que, de toute évidence, il est, pour l'auteur, à ce point secondaire qu'il ne reparait même plus dans ses conclusions.)

Jean Fourastié écrit encore (p. 45) : « Pour accroître la consommation des pauvres, prendre aux riches ne suffit pas ; il faut accroître la production ». Mais, et il le reconnaît lui-même, quelques lignes plus loin, le progrès des techniques seul (2) permet l'élévation du niveau de vie des masses, et prépare la société sinon sans classes (une utopie : voyez l'URSS et la Yougoslavie), du moins sans privilèges (disons : sans autres privilèges que ceux qui sont inhérents à la nature même de l'homme et de la société). Or, le progrès technique prépare « une société technique », sinon technocratique du moins fort éloignée de la société socialiste, dont rêvait le siècle dernier ; est-il permis de dire, dès lors, comme le fait M. Fourastié, que le « socialisme » s'instaure en Occident ? Pourquoi pas aux Etats-Unis où le processus de socialisation est beaucoup plus poussée qu'en Europe, et où la société a atteint un degré d'homogénéité sociale incomparablement supérieur à celui que connaît la société soviétique ?

Reprenant les conclusions du Groupe de travail 1985 du Commissariat au Plan : « On admettait généralement que la médecine de la fin du XX^e siècle serait une médecine grégaire, appliquant des règles uniformes fournies par des méthodes statistiques à tous les hommes sans discrimination. Voici qu'un grand courant de recherche médicale... nous apprend à reconnaître l'individualité et l'originalité biologique de chaque personne humaine », Jean Fourastié constate (p. 51) que la réalité capitale qui commande l'humanisation de l'homme est « la complexité, la diversité et l'originalité des molécules dont l'homme est biologiquement formé » et il ajoute : « Cette diversité, cette tendance à l'autonomie, cette originalité de l'être vivant commandent à la société une grande prudence dans les choix qui lui sont offerts ». Est-il bien assuré que les partis qui se revendiquent du socialisme aient, dans cette optique, une vue claire des « problèmes affectifs, psychologiques, esthétiques, religieux, philosophiques » (p. 50) qui se posent à

l'homme d'aujourd'hui et lui proposent les moyens adéquats à ses besoins d'être affranchi de la peur et de la faim ancestrales ?

Autre aspect de la question : « la dépopulation des usines a commencé » (p. 71). En toute hypothèse, la société de demain ne sera donc ni ouvrière, ni, moins encore, prolétarienne. D'autre part, le nombre des salariés augmente : « mais cette évolution s'accompagne d'une croissance très rapide des qualifications et des statuts techniques » (p. 73), d'une élévation du niveau de vie, d'une amélioration du genre de vie à peu près constante. « Salarié » n'est donc pas synonyme d'« ouvrier », ni même de « travailleur » (au sens très entâché d'affectivité où on entend généralement ce terme). Il est donc vain d'agir sur le plan politique comme si la société de demain devait être homogène et univoque, semblable, encore que placée sur un autre niveau, à celle qu'avait prévu Karl Marx. Même composée à 100 % de « salariés », la société sera diverse et les hommes qui la composeront auront des intérêts divergents et contradictoires. Toute doctrine qui part d'une identité fondamentale des intérêts des salariés et conclut à l'identité de leurs objectifs est donc radicalement faussée à la base.

On pourrait poursuivre longuement l'énumération des situations décrites et des exigences avancées par M. Fourastié qui demande de « personnaliser et individualiser le plus possible les solutions collectives et de les limiter à l'indispensable » (p. 181), de reconnaître « la diversité... des productions, des relations humaines, des activités et des centres d'intérêt » (p. 181), de sauvegarder de « l'esprit d'initiative et d'innovation » (p. 185), qui condamne l'esprit de revendication, « forme moralement dégradée » encore qu'économiquement efficace (p. 184), qui affirme que le sort de l'humanité dépend bien plus « de la réflexion et de l'étude de ses meilleurs membres » (p. 197) que de l'action des masses, naturellement passives. Nous ne le ferons pas préférant laisser au lecteur le plaisir sans cesse renouvelé de découvrir, page après page, les fulgurantes intuitions d'une pensée entre toute féconde et agissante. L'essentiel, me semble-t-il, dans le cas qui nous occupe, est de constater à quel point elles sont en contradiction avec les postulats je ne dis pas du socialisme au sens très vague où l'entend M. Fourastié, mais en tout cas avec l'action et l'idéologie des partis socialistes. Ou, plus exactement, à quel point ceux-ci ne paraissent pas avoir pris conscience des problèmes que pose à notre espèce l'extraordinaire métamorphose que l'Histoire lui impose.

Je ne serai pas le dernier à le déplorer.

Léo Moulin.

★

(2) Cf. p. 232 : « L'esprit scientifique expérimental est en ce moment le moteur de l'histoire, la source de nos progrès ». On voit combien la lutte des classes est oubliée.

NUYENS Y., Pressiegroepen in België, uitg.
Universitaire Bhd., 10 Muntstraat, Leuven,
1965, 440 blz, 340 fr.

Yvo Nuyens, voor onze lezers geen onbekende — hij publiceerde in *Res Publica* 1963, 3, een opgemerkt artikel over « Pressiegroepen en Politieke Partijen » — verwierf enkele maanden geleden aan de Katholieke Universiteit te Leuven het doctoraat in de Politieke en Sociale Wetenschappen. Zijn thesis « Pressiegroepen in België » is een indrukwekkend boekdeel geworden.

Het bestaan van pressiegroepen wordt in onze maatschappij algemeen aanvaard. Vele volksmensen zien of vermoeden ze zowat overal. Geen benoeming gebeurt er zonder dat een « kruiwagen » werd gebruikt, en in het slechtste geval aarzelt de publieke opinie zelden of nooit met haar beschuldiging van omkoperij. De auteur stelt op zeker ogenblik de vraag of het opgaat omkoperij en corruptie, in feite ongeoorloofde maar niet gewelddadige middelen, als pressie te beschouwen. Antwoordt men negatief dan valt een soort van pressie die zeer courant was in de XIX^e en het begin van de XX^e eeuw volledig weg. Dit enkel voorbeeld toont aan dat de materie nog altijd onvoldoende nauwkeurig omlind is en dat het onderwerp zelf al te weinig als een algemeen verschijnsel werd bestudeerd.

De bibliografie die de auteur kon verzamelen is weinig uitgebreid, zeker voor wat België betreft. Toch mogen wij niet zonder fierheid wijzen op het colloquium dat het Belgisch Instituut voor Politieke Wetenschappen in 1962 wijdde aan « Les groupes de pression » en waarvan het verslag verscheen in *Res Publica*, 1962, 2. Wie de buitenlandse bibliografie overloopt, krijgt duidelijk de indruk dat het fenomeen van de pressiegroepen, zoals zij zich in de Verenigde Staten van Amerika voordoen, het grondigst bestudeerd werd.

Dr. Nuyens vangt zijn uiteenzetting aan met een theoretische inleiding van ongeveer 150 bladzijden, waarin hij na de begripsomschrijving het onderwerp pressiegroep en politieke partij behandelt, vervolgens de fundamentele ontstaansoorzaken (met de democratie als uitgangspunt), de aktietechnieken, zo direkte als indirecte, en ten slotte de bepalende factoren. In dit theoretisch deel blijft de auteur meermaals verrassend dicht bij de aktualiteit. Zo toont hij aan hoe materieel voordeel en morele waarde bij een aantal belangengroepen zodanig met elkaar verbonden zijn dat het onderscheid tussen beide aspecten vervaagt. Daarbij citeert hij als typisch voorbeeld de aktie van een geneesherenvereniging om controle van de fiskus op de verrichtingen van de geneesheren te vermijden; deze aktie baseert zich op het beroepsgeheim als morele waarde, maar anderzijds houdt zij ontegensprekelijk verband met de financiële nadelen, die de geneesheren bij een dergelijke controle zouden ondervinden. Het is moeilijk uit te maken welk belang in dit geval primeert, aangezien beide aspecten — zowel het

morele als het materiële — nauw met elkaar verbonden zijn en wellicht even sterk spelen.

Deel II is volledig gewijd aan twee monografische studies, nl. de Bond van Grote en Jonge Gezinnen en het Economisch Komitee voor de Kempen als pressiegroep. Het Verbond van Vlaams Overheidspersoneel werd eveneens bestudeerd, maar de resultaten zullen afzonderlijk verschijnen. Sommige lezers betreuren wellicht dat hier « kleine » pressiegroepen onderzocht werden, waar hun nieuwsgierigheid vooral uitgaat naar de rol die de « haute finances » in België speelt of de twee grote vakbonden. Maar, wij zegden het reeds, het gaat om een nieuw onderwerp in de sociale wetenschappen en de algemene objectiviteit is er zeker bij gebaat wanneer de theorie allereerst wordt getoetst aan pressiegroepen die jonger zijn, minder beladen met sentiment, desgevallend ressentiment, en aldus een onverdacht nuttig studieobject uitmaken. Het is duidelijk dat, eenmaal de theorie voor onze maatschappij en onze sociale toestanden volledig uitgewerkt is, nieuwe groepen kunnen behandeld worden. Zal echter de navorsers altijd over alle gewenste inlichtingen beschikken, eenmaal hij de financiële en syndikale wereld onderzoekt?

Persoonlijk meen ik de auteur volledig te kunnen steunen bij zijn keuze van eerder beperkte groepen. Al te dikwijls oordelen mensen binnen en buiten de politieke en sociale wetenschappen dat alleen zeer uitvoerige studies, enquêtes of tellingen waarde hebben. Nochtans heeft het verleden, tot ver in de XIX^e eeuw teruggaande, meer dan eens geleerd dat het onderzoek van een beperkt maar goed gekozen staal veel instruktiever kan zijn, en, in vele gevallen, te beschouwen is als een noodzakelijke stap naar mogelijks grotere studies.

Het past, ten gunste van onze tijd, het volgens de auteur onbetwistbaar feit krachtig te beklemtonen « dat door de verdere demokratisering van de maatschappij en door de politieke bewustwording van de brede massa in de XX^e eeuw de lobby of pressie in de tot dan toe traditionele betekenis van corruptie steeds minder kans op succes ging maken, zodat men, onder invloed van de omstandigheden, geleidelijk overschakelde naar de geoorloofde middelen. Van de « old lobby » komt men aldus tot de « new lobby », die gekenmerkt wordt door meer openheid, indirectheid (nl. via de publieke opinie) en door het aanwenden van geoorloofde middelen zoals b.v. het verstrekken van informatie en gegevens aan de parlementairen, het sturen van moties, open brieven of petitionnementen, massale betogingen, het inschakelen van parlementairen in de belangengroep, het toezeggen van elektorale steun aan politieke mandatarissen, die de belangengroep genegen zijn of het weigeren ervan in het tegenovergestelde geval, enz. »

In vroegere jaren werd het Belgisch politiek leven meer dan eens sterk beïnvloed door financiële machten. Op het nationale plan herinnert men zich de bijna open strijd tegen de regering Poulet-Vandervelde, op het gemeentelijke plan de niet minder konkrete aktie

tegen het Antwerps democratisch schepenkollege Van Cauwelaert-Huysmans. Even storend waarschijnlijk was de invloed die sommige bankiers en financiers uitoefenden op het regeringsbeleid. Emile Francqui heeft ongetwijfeld een belangrijke rol gespeeld tijdens bepaalde perioden van onze nationale geschiedenis, maar het wordt nog weinig betwist dat hij meer dan eens bijzonder opdringerig was. De getuigenis van F. Van Isacker in zijn memoires « Tussen Staat en Volk » is op dit gebied revelerend. Dit geeft meteen de gelegenheid de verdiensten in het licht te stellen van Alexandre Gallopin, die E. Francqui opvolgde als gouverneur van de Société Générale de Belgique en die niet alleen herhaaldelijk aangedrongen heeft maar ook de dwingende maatregelen trof tot een nette afscheiding tussen de openbare en de privé-sektor. Ook dit kan als een wezenlijke verbetering worden aangezien, in te schrijven op het krediet van onze tijd.

Als ik enige kritiek zou formuleren in verband met het eerste gedeelte van het boek, dan geldt deze de keuze van voorbeelden ter illustratie of sommige al te categorieke uitspraken. Het gemeenschappelijk optreden van het Algemeen Christelijk Vakverbond en van het Algemeen Belgisch Vakverbond in 1955 tot het bekomen van de vijfdaagse werkweek beschouw ik precies niet als een treffend voorbeeld van onderlinge samenwerking.

Tien jaar geleden was het land scherp verdeeld in een rechts en een links kamp. Deze situatie bleef waarschijnlijk niet helemaal zonder invloed op het initiatief van het ACV ten gunste van de vijfdaagse werkweek. De regering verzette zich scherp en sommigen herinneren zich wellicht nog de communiqué's uitgaande van de eerste-minister en van dhr. Troclet, minister van Arbeid en Sociale Voorzorg in deze regering en hoe zij de werkonderbrekingen op zaterdagvoormiddag naar best vermogen minimaliseerden. In die omstandigheden kon het ABVV, waar het zulks deed, slechts schoorvoetend de aktie van het ACV steunen. Ik meen dan ook dat heel wat betere voorbeelden van loyale samenwerking bij de twee grote vakbonden te vinden zijn.

Wanneer de auteur de bepalende factoren bespreekt behandelt hij bij de externe factoren o.m. de andere groepen. Daarover leest men : « Steeds lokken de materiële eisen van de ene pressiegroep reacties uit bij de andere pressiegroep, waardoor conflicten en rivaliteiten tussen de pressiegroepen onderling ontstaan. » Uit hetgeen onmiddellijk voorafgaat, leidt men af dat aan deze uitspraak een bijna absoluut karakter wordt toegekend. Welnu, met de Belgische situatie voor ogen moet hier beslist meer voorbehoud gemaakt worden. Verenigingen van oudstrijders, oorlogsweduwen, weerstanders, enz., kunnen ongetwijfeld als een pressiegroep beschouwd worden. Zij hebben konkrete materiële eisen gesteld en uiteindelijk hebben zij heel wat bekomen, meer zegt men dan in de omliggende landen. Ik geloof niet dat andere pressiegroepen daartegen opgetreden zijn. Gewoon-

lijk was het een aangelegenheid tussen de oudstrijdersverenigingen en de regering. Men kan zich echter afvragen of een reactie zoals de auteur steeds verwacht, niet in zoverre gunstig ware geweest om, ook bij behoud van hetzelfde bedrag aan jaarlijkse subsidie, de toekenning nauwkeuriger uit te stippelen met als mogelijk resultaat enige verschuiving ten gunste van de zwaarst getroffen.

In verband met de monografieën moet mij onmiddellijk van het hart hoe interessant het is een volledige omschrijving te bekomen van instellingen die men minder goed kent. Wetenschappelijk acht ik het een voordeel dergelijke studies niet als hoofdonderwerp maar als bijkomend onderwerp voorgeschoteld te krijgen. Men zegt dat elke biograaf verliefd geraakt op de personaliteit van wie hij leven en handelingen beschrijft. Hetzelfde mag meestal beweerd worden van studies over instellingen : na enige tijd ziet de auteur minder goed het relatieve en hij gaat aan overschatting doen. Een monografie, die in funktie staat van een wel omschreven onderwerp, ontsnapt veel gemakkelijker aan een dergelijk gevaar. De lezer apprecieert dit.

Voor een aantal mensen zal de inventaris van alle activiteiten door de Bond van Grote en Jonge Gezinnen uitgevoerd een verrassing zijn. Dat er ook intensieve werking is, moge blijken uit het feit dat volgens een recent onderzoek door de Bank van Parijs en van de Nederlanden de publiciteitswaarde van het weekblad van de Bond in het Vlaamse landsgedeelte op de eerste plaats komt, terwijl « Syndicats », het blad van het FGVB dezelfde plaats bezet voor het Waalse landsgedeelte. Als grootste familiale verwezenlijking in dit land heeft men zonder twijfel de gezinsvergoedingen. Zij zijn thans algemeen aanvaard, maar rond 1920 werden daarover, niet het minst in sociale kringen, grote discussies gevoerd. Dat de aktie van de Bond zeer nuttig geweest is, werd herhaaldelijk bevestigd door Hendrik Heyman als minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg, toen hij deze en andere voorname realisaties kon doorvoeren. De Bond heeft ook minder goede dagen gekend, b.v. wanneer in 1957 de toelage voor de moeder aan de haard werd afgeschafte. Enkele flagrante misbruiken werden daarbij als doorslaand argument ingeroepen. Maar met de budgetenquête van 1961 voor ogen kan bevestigd worden dat qua levensniveau de arbeidersgezinnen met één kostwinner en de gezinnen met twee kostwinners opvallend ver uit elkaar gaan. Men begrijpt dan ook dat een land als Frankrijk « le salaire unique » als een belangrijke norm blijft beschouwen voor de toekenning van enkele grote sociale uitkeringen. Wellicht zal de Bond eerstdaags verplicht zijn deze zaak opnieuw te onderzoeken.

Ook voor het Economisch Komitee voor de Kempen worden talrijke interessante details meegedeeld. Aan het begin lag een studie in ACW-kringen en daaruit groeide een zekere beweging. Maar rond de Kempense abdijen circelden mensen die veelal onder de invloed van vooroorlogse autoritaire bewegingen ston-

den. De militaire bases van het Engels leger waren hun een doorn in het oog en zij groepeerden zich tot een Stichting. Beide regionale groepen bonden weldra tegen elkaar een openlijke strijd aan en slechts moeizaam is een overkoepelend lichaam onder de naam van Economisch Komitee voor de Kempen (EKK) tot stand gekomen. Daarmede echter zijn nog niet alle incidenten uit de baan, verre van!

Men kan nogmaals menen dat de objectieve beschrijving die ons hier geboden wordt, in ruime mate te danken is aan het feit dat de theorie van de pressiegroep altijd en overal de hoofdaandacht opeist. Dat het strijdeklimaat in de Kempen niet immer ongunstig uitgevallen is, maakt men op o.m. uit de grote en konstruktieve belangstelling die er in de streek bestaat voor de ruimtelijke ordening. Zo vermeldt de auteur een academische zitting te Turnhout op 15 oktober 1960 die in het teken stond van de ruimtelijke ordening en georganiseerd werd in samenwerking met de groep « Mens en Ruimte », belast met de streekstudie van de Noorderkempen. Er waren 750 à 800 aanwezigen, w.o. de Kommissaris van de Koningin voor Noord-Brabant, Minister O. Vanaudenhove die het woord voerde, talrijke parlementairen en een sterke afvaardiging van het plaatselijk hoger middelbaar onderwijs.

Het is overduidelijk dat een dergelijke pressiegroep ook de gezagdragers belangrijke diensten kan bewijzen. Nooit verloopt een sociale beweging uitsluitend in één richting, van laag naar hoog, zij gaat bij gelegenheid ook van hoog naar laag en juist bij de ruimtelijke ordening schijnt dit bijzonder grote betekenis te hebben. Men denke even aan de beroering in de Ardennen telkens een stuwdamplan ter tafel wordt gelegd!

Dr. Yvo Nuyens bezorgde ons een zeer interessante studie over een probleem waarvan velen te dikwijls alleen de al of niet toevallige uitwendige tekenen zagen, zelden of nooit echter de kern van de zaak. De jonge geleerde is zeer systematisch op zoek gegaan naar hetgeen essentieel is. Hij legde meteen de basis voor aanvullende studies die bijzonder leerrijk kunnen worden.

Michel Neirynck.

★

Herman-Frans DE CROO, Parlement et Gouvernement, avec la collaboration de Philippe Seigneur, Centre interuniversitaire de droit public, Editions Emile Bruylant, Bruxelles, 1965, 204 p., FB 200.

Cet ouvrage est le deuxième que publie le Centre interuniversitaire de droit public. Dans la préface, le Professeur W.J. Ganshof van der Meersch annonce des études ultérieures qui poursuivront en quelque sorte cet essai qu'il n'hésite pas à qualifier de « précieux complément du livre de M. Carl-Henrik Höjer, devenu classique pour tous ceux qui s'intéressent à la

vie parlementaire belge entre les deux guerres » (p. X).

Dans l'introduction, l'auteur annonce d'emblée que c'est la session parlementaire 1962-1963 qui constitue l'objet principal de cette chronique, mais l'examen des travaux parlementaires a été en même temps l'occasion d'analyser, parfois de manière détaillée, certains aspects du mécanisme du régime parlementaire.

Le premier chapitre est consacré à l'œuvre législative. On épinglera le problème du maintien de l'ordre, les lois linguistiques, deux lois en matière d'organisation des professions. Dans la section III de ce chapitre, l'auteur traite du rôle « politique » de la Chambre des représentants. Aucun projet de loi de nature à déchaîner des passions politiques ne fut présenté en premier lieu au Sénat. La tendance du Gouvernement à soumettre d'abord aux députés les projets qui doivent rencontrer le plus d'opposition se dessine depuis plusieurs années déjà (p. 29).

Le contrôle de l'action gouvernementale fait l'objet du deuxième chapitre. En matière de contrôle budgétaire, la session 1962-1963 est spécialement intéressante. Pour la première fois, on y fit application de la procédure simplifiée prévue par le nouveau règlement de la Chambre des représentants. La section III, relative aux interpellations est riche de renseignements précis.

Le fonctionnement du Parlement est analysé au chapitre III. Le rôle du Gouvernement y occupe une place importante. L'étude des rapports entre Parlement et Gouvernement nous mène au cœur de ce livre captivant : on y découvre le rôle de la « Commission de contact » qui tend à s'institutionnaliser. La formule du Cabinet restreint n'a pas pleinement réussi. En fait, c'est la commission de contact qui forme, sur le plan de coalition gouvernementale, cette sorte de super-Gouvernement que M. Lefèvre voulait constituer au sein même du Gouvernement (p. 90). Quant aux déclarations des ministres, un nouvel usage tend à s'instaurer au Parlement. Le texte des projets de loi peut être complété, sinon même modifié par des déclarations ministérielles qui révèlent des intentions que le texte soumis au vote ne reflète pas. L'auteur ajoute qu'il s'agit là d'une déviation entreprise dans des buts uniquement politiques (p. 102).

La section III de ce troisième chapitre retient l'attention du fait qu'elle traite des « pouvoirs de fait et le Parlement ». Selon l'auteur, on peut ranger sous cette expression générique « pouvoirs de fait », tout ce qui, en dehors des mécanismes constitutionnels, influence l'élaboration de la loi et le contrôle de l'action gouvernementale (p. 113). Des pages denses suivent, traitant des partis politiques, des tables rondes et accords politiques, de certains groupes de pression à buts économiques, sociaux ou culturels.

L'article 48 du nouveau règlement de la Chambre des représentants est venu apporter une intéressante précision au droit du Président de l'assemblée de soumettre une proposition de loi à l'avis du Conseil d'Etat (p. 134).

Le quatrième et dernier chapitre ne traite que de trois aspects du fonctionnement du Parlement : les commissions parlementaires, le contrôle de la constitutionnalité de certains actes du Parlement et les incidents dus au bicaméralisme.

Un élément neuf à signaler en ce qui concerne les commissions parlementaires est le fait qu'il a été prévu, afin d'augmenter l'objectivité des délibérations en commission et peut-être aussi afin d'écourter les interventions en séance publique, que les groupes politiques — trois députés suffisent — qui ne sont pas représentés en commission, peuvent y déléguer des députés disposant d'une voix consultative (p. 140).

C'est M. Philippe Seigneur qui a fourni à l'auteur la majeure partie des éléments pour l'étude réservée au bicaméralisme. L'un des inconvénients de ce système est la « navette », ou va et vient des propositions ou projets de loi d'une Chambre à l'autre à la suite d'amendements apportés par l'une au texte adopté par l'autre. Toutefois, les Chambres sont réticentes à déclencher ce processus (p. 174).

Les pouvoirs du Président de la Chambre ont été augmentés. Ce dernier intervient fréquemment pour interpréter le règlement ou pour proposer de s'en écarter (p. 181).

L'information du parlementaire fait l'objet d'observations pertinentes. L'analyse de la procédure parlementaire démontre que le règlement de nos assemblées s'adapte facilement aux nécessités du moment. Elle fait voir que nos parlementaires, souvent insuffisamment informés ou privés du temps nécessaire pour examiner les documents mis à leur disposition, approuvent des textes à l'élaboration desquels ils ne participent plus aussi directement et intimement que naguère (p. 194).

Ce livre intéressera tous ceux que préoccupe l'avenir de la démocratie belge. Loin de se cantonner dans les limites d'une session parlementaire, l'ouvrage de M. De Croo ouvre de larges perspectives aux recherches ultérieures et trace aux responsables la voie vers une amélioration constante du travail parlementaire.

W. S. P.

★

Maurits van HAEGENDOREN, Le Mouvement Flamand, Conseil Culturel Flamand, Anvers, 1965, 51 p., FB 35.

Nul n'ignore que l'opinion publique a été sensibilisée, dans des sens divers, par la question flamande. Le Conseil Culturel Flamand, à l'aube de la saison touristique, a pris une initiative d'envergure en publiant en français et en anglais une brochure relative au mouvement flamand. Les auteurs de l'initiative ont voulu être de leur temps : format des guides Michelin, typographie impeccable, illustrations de choc, graphiques. Ces qualités rendent la brochure attrayante et il est indubitable que celle-ci trouvera beaucoup d'acquéreurs.

Le Conseil Culturel Flamand a confié la rédaction de cette plaquette à un membre de son conseil d'administration, M. van Haegendoren, qui est aussi Conservateur aux Archives générales du Royaume à Bruxelles, Professeur à l'Institut supérieur de Sciences administratives et commerciales et Président de la Fondation Lodewijk de Raet. Hormis ses publications scientifiques, M. van Haegendoren a publié un livre « De Noord-Zuid verbinding » consacré aux rapports entre la Flandre et les Pays-Bas et une trilogie, éditée en série de poche, consacrée à la problématique flamande actuelle « De Vlaamse Beweging nu en morgen ». C'est dire si l'auteur était qualifié pour produire une synthèse du mouvement.

L'ouvrage contient des phrases lapidaires qui relèvent de la définition. Le but du mouvement flamand est l'épanouissement individuel des Belges d'expression néerlandaise ainsi que la mise en valeur de leur région (p. 7). En moyenne, les salaires sont moins élevés en Flandre qu'en Wallonie (p. 18). Les Flamands exigent aussi la flamandisation du monde des affaires (p. 39). La prospérité et la paix civile en Belgique dépendent uniquement de l'accord entre Wallons et Flamands (p. 47).

Le lecteur devra méditer en lisant que le personnel diplomatique belge, recruté en majeure partie dans l'élite bourgeoise francophone, manque incontestablement à sa mission de renseigner correctement l'étranger sur la culture néerlandaise en Belgique et sur les réalisations spécifiquement flamandes (p. 15).

Comme on le voit, le ton est celui du pamphlet. Toutefois, l'ensemble donne une impression de sérénité et d'objectivité. La présentation, nous l'avons dit, contribuera à la diffusion du message. On assiste ici à l'avènement d'une formule nouvelle dans le domaine de la communication politico-culturelle. Le phénomène mérite qu'on s'y arrête.

W. S. P.

★

MOUSSA Farag, Diplomatie contemporaine. guide bibliographique, Centre européen de la dotation Carnegie pour la paix internationale, Genève, 1964, 199 p., \$ 2,75.

Il manquait un guide bibliographique relatif à la pratique diplomatique contemporaine et qui tint compte des apports en la matière des pays afro-asiatiques et de l'Union soviétique. Voici une lacune comblée.

L'ouvrage a été divisé en deux parties suivies d'un index établi par Etats. La première partie, relativement brève, est un exposé succinct et méthodique de la littérature réunie dans la deuxième partie. Cette dernière constitue la bibliographie proprement dite ; elle réunit quatre cents titres.

Ceux qui s'intéressent à la diplomatie belge seront déçus d'apprendre que la production en ce domaine se limite à deux petits ouvrages relatifs aux problèmes de protocole et d'étiquette. Heureusement, ils trouve-

ront dans douze ouvrages généraux des renseignements forcément fragmentaires, concernant le statut des agents et l'organisation des Affaires Etrangères de la Belgique.

Le guide fera gagner du temps aux étudiants, aux chercheurs et aux jeunes diplomates. *W. S. P.*

★

BLANPAIN Roger, Bibliographie du droit du travail belge, Bibliografie van het belgisch arbeidsrecht, Universitaire Boekhandel, Librairie universitaire, Louvain, 1965, 152 p.

Nos lecteurs connaissent l'auteur et sa compétence en droit du travail. A côté de ses savants ouvrages, il publie cette fois un répertoire complet et systématique de droit du travail belge.

Toute la production scientifique belge en la matière a été recensée. Elle est publiée dans la langue nationale en laquelle les articles et ouvrages ont été publiés, ce qui lui donne un aspect agréablement consacrée au droit du travail belge.

L'auteur annonce qu'il entre dans ses intentions de dresser cette bibliographie tous les cinq ans. On lui en saura gré. *W. S. P.*

★

Albert WILLOT, Le désarmement général et complet. Une Approche. Etudes de science politique, Editions de l'Institut de Sociologie, Université Libre de Bruxelles, 1965, 137 p., 180 FB.

Dans la préface, l'Ambassadeur André de Staercke écrit que l'auteur nous emmène en Utopie. A lire ce livre, on se rend compte du caractère illusoire de toute solution préconçue et toute faite.

Le problème du désarmement général et complet ne peut être résolu *in abstracto*, hors du contexte des idéologies politiques qui se partagent la puissance militaire mondiale. L'analyse des constantes minimales et maximales que leurs doctrines respectives imposent, en matière de désarmement, aux divers groupes de nations, conduit l'auteur à poser comme indispensable la création d'une autorité internationale spécialisée, chargée d'empêcher désormais par la menace ou l'usage de moyens militaires propres que les inévitables différends internationaux se traduisent par des affrontements armés entre Etats. L'Organisation Mondiale du Désarmement ne connaîtrait pas du fond des problè-

mes internationaux dont elle aurait la charge de sauvegarder le caractère exclusivement pacifique.

L'auteur a poussé son rêve jusqu'à rédiger un projet exemplatif de schéma pour un traité de désarmement général et complet en 152 articles. Vu que la guerre reste, hélas, au programme des Etats, il faut se réjouir de voir un homme courageux apporter sa contribution à l'édification de cette grande espérance qu'est la paix générale et complète. *Wladimir S. Plausic.*

★

Aperçu sur les études consacrées à la sociologie des employés par divers spécialistes universitaires, Bruxelles, 1965, 71 p.

Ce travail a été exécuté à l'initiative de *La Revue de la Banque*. Il constitue la synthèse d'un grand nombre d'études parues dans différents pays sur le monde des employés.

Si les employés ne seront pas toujours d'accord avec les conclusions des chercheurs, il est certain que cet ouvrage, produit des recherches de spécialistes objectifs, réunit en peu de pages une quantité impressionnante de références bibliographiques du plus grand intérêt. *W. S. P.*

★

Jean MEYNAUD et Dusan SIDJANSKI, Science politique et intégration européenne, Bulletin du Centre européen de la culture, X^e année, N^o 6, janvier-mars 1965, Genève, 106 p.

Il n'est pas dans les usages de cette chronique de recenser des revues. Toutefois, compte tenu du sujet traité il a paru opportun de faire mention de cette étude publiée avec le concours de Henri Schwamm.

L'idée de ce numéro est née de l'absence d'études de science politique dans le domaine de l'intégration européenne. En fait, l'élément essentiel de ce mouvement, ses aspects et ses conséquences politiques ont été systématiquement ignorés, en particulier par les observateurs européens.

Les trois auteurs relatent les entretiens du Colloque réuni à La Tour-de-Peilz du 16 au 18 novembre 1962. On y aborda les principales questions de science politique que soulève le processus d'intégration. En publiant le compte rendu de ces assises, les auteurs ont eu le souci de montrer les possibilités multiples qui s'offrent aux chercheurs et d'éveiller l'intérêt des Européens. Ce souci méritait que nous nous en fissions l'écho. *W. S. P.*

★